



Département Agriculture, Environnement et Ressources en Eau

Processus ECOWAP/PDDAA

Atelier régional préparatoire de la Conférence internationale « ECOWAP+10 et perspectives 2025 »

3-7 Octobre 2015, Lomé, Togo

Relevés de conclusions et orientations pour la Conférence Internationale

Avec la facilitation technique de :



En partenariat avec :



Avec l'appui financier & logistique de :



En collaboration avec :



Introduction

1. A l'initiative de la Commission de la CEDEAO et avec l'appui technique du Hub Rural, a été organisé du 5 au 7 Octobre 2015, à Lomé, République Togolaise, l'atelier régional préparatoire de la Conférence internationale « ECOWAP+10 et perspectives 2025 ».
2. Ont pris part à l'atelier, (i) les points focaux PNIA des Etats membres, (ii) des représentants de la Commission de la CEDEAO, du Hub Rural, de l'IFPRI, de MSU, du CORAF, du CILSS, de la FAO, de AfricaRice, (iii) des partenaires au développement, (iv) des organisations socioprofessionnelles agricoles (ROPPA, RBM, APSS, CORET), de la société civile (POSCAO, ENDA/CACID, OXFAM), du secteur privé (ROAC, AAFEX, COFENABEVI, RECAO, Alliance Borderless), du réseau genre (AFAO, WILDAF, APSS, ROPPA, RBM), (v) des représentants du Club de Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, du FIRCA de la Côte d'Ivoire, et de la Feuille de Route Panafricaine sur le coton (ACP-EU). La liste complète des participants est jointe en annexe à ce relevé de conclusions et de recommandations
3. La modération de l'atelier a été assurée par Dr Yamar Mbodj, Directeur Exécutif du Hub Rural.

I. Objectifs et résultats attendus de l'atelier

4. L'atelier avait pour objectif de préparer les éléments qui seront soumis à la Conférence « ECOWAP + 10 et perspectives 2025 », en associant étroitement les quinze Etats membres et l'ensemble des parties prenantes.
5. Cet objectif global se décline en cinq objectifs spécifiques :
 - OS1. Présenter et discuter les communications des pays et des différentes catégories d'acteurs ;
 - OS2. Identifier les principaux éléments de contenu des documents de synthèse régionaux;
 - OS3. Disposer des orientations et des arbitrages pour la préparation des documents provisoires qui seront soumis à la Conférence ;
 - OS4. Identifier les messages clés qui structureront la communication lors de la Conférence ;
 - OS5. Arrêter les modalités techniques relatives à l'organisation de la Conférence.
6. Cinq résultats étaient attendus de l'atelier :
 - R1. Les pays et les différentes catégories d'acteurs régionaux ont présenté et mis en discussion les principaux éléments de leur communication ;
 - R2. Les principaux éléments de contenu des documents de synthèse régionaux ont été identifiés et discutés ;
 - R3. Les orientations et les arbitrages issus de la discussion sont disponibles pour la préparation des documents provisoires qui seront soumis à la Conférence ;

- R4. Les messages clés qui structureront la communication lors de la Conférence sont arrêtés ;
- R5. Les modalités techniques d'organisation de la Conférence sont clarifiées.

II. *Cérémonie d'ouverture de l'atelier*

7. La cérémonie d'ouverture a enregistré deux allocutions :

- Intervenant, au nom du Commissaire en charge du Département de l'Agriculture, de l'Environnement et des Ressources en eau de la CEDEAO, le Dr ATOUGA Lapodini Marc, le Directeur de l'Agriculture et du développement rural de la Commission de la CEDEAO, Monsieur Alain Sy TRAORE a tout d'abord souhaité la bienvenue à tous les participants. Il a ensuite rappelé les objectifs de l'atelier, avant d'insister sur les attentes des chefs d'Etat et de Gouvernement et des acteurs de l'Afrique de l'Ouest : éradiquer la faim et la malnutrition à l'horizon 2025 en lien avec les objectifs stratégiques de l'initiative Faim Zéro ;
- L'allocution d'ouverture des travaux de l'atelier a été prononcée par Monsieur Noel Bataka, Secrétaire Général du MAEP, au nom du Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et des ressources hydrauliques de la République Togolaise, empêché. Il a tout d'abord souhaité la bienvenue à tous les participants qui ont bien voulu faire le déplacement de la capitale togolaise. Il a ensuite rappelé le rôle pionnier du Togo dans le processus ECOWAP/PDDAA en Afrique de l'Ouest et son engagement dans la mise en œuvre des nouvelles initiatives, Faim Zéro et AGIR. Il s'est également appesanti sur les défis et enjeux que la politique agricole doit s'atteler à relever au cours des dix prochaines années : (i) promouvoir des mécanismes de financement adaptés, en impliquant fortement le secteur privé, (ii) mettre en place un dispositif performant de suivi-évaluation, et (iii) promouvoir la commercialisation, à différentes échelles, des produits agricoles. Il a enfin invité les participants à de profondes et fructueuses réflexions avant de déclarer, au nom du Ministre de l'Agriculture, de l'élevage et de l'hydraulique, ouverts les travaux de l'atelier.

III. *Déroulement des travaux et conclusions majeures*

8. Les travaux de l'atelier ont été organisés en plénière et en groupes de travail autour de quatre sessions :

- Le bilan, les enjeux, les défis et les perspectives de l'ECOWAP (Les orientations stratégiques de la politique agricole au cours des dix prochaines années) ;
- La relecture du pacte régional multi acteurs ;
- L'organisation pratique de la Conférence internationale.

1.1. Le bilan, les enjeux, les défis et les perspectives de l'ECOWAP

9. La session a fait l'objet de présentations de la part : (i) des points focaux PNIA des Etats membres, (ii) du cadre de concertation des réseaux des organisations des producteurs, des éleveurs et pasteurs, (iii) de la société civile, (iii) du secteur privé, (iv) du réseau genre, (v) des institutions techniques régionales et internationales.
10. Les présentations ont été suivies de débats qui ont permis de dégager les conclusions, les orientations et les messages clés majeurs dans le cadre de la préparation de la Conférence de Dakar.

1.1.1. Le bilan

11. Au titre du bilan, des défis, enjeux et perspectives de l'ECOWAP on peut retenir ce qui suit :

a. Sur les performances du secteur agricole, les différentes présentations s'accordent à reconnaître que :

- Toutes les spéculations (céréales, racines et tubercules, produits animaux-viandes, avicoles, lait, produits de la pêche, fruits et légumes, cultures d'exportation), ont connu un accroissement important. Cependant l'augmentation a été plus marquée sur certains produits (riz et maïs) ;
- L'offre de production agricole, pastorale et halieutique est essentiellement assurée par des exploitations familiales au sein desquelles les femmes jouent un rôle déterminant. **En effet 80 % des productions agricoles sont assurées par les femmes ;**
- L'augmentation de la production est impulsée, plus par l'extension des superficies, que par l'amélioration de la productivité, notamment des rendements. Cependant, la région a enregistré des gains de productivité dans certaines zones et sur certaines filières (riz et maïs notamment) ;
- Le rythme de croissance de l'offre régionale est en dessous de la cible de 6% projeté. Il est insuffisant pour suivre une demande qui est demeurée très forte ;
- Les échanges régionaux de produits agropastoraux ont connu un accroissement sensible, au sein desquels le trafic de bétail sur pieds occupe le premier poste des transactions. Le commerce régional des produits agropastoraux reste cependant en deçà du potentiel de la région ;
- La balance du commerce agricole de la région est fortement déficitaire et la dépendance alimentaire ne fait que s'accroître. Le déficit commercial net des produits alimentaires s'est accru depuis les années 2000 (environ 3 milliards de dollars en 2010-2012) ;
- Les conditions de vie des ménages, notamment des ruraux se dégradent, bien que la dépense moyenne par tête des ménages ait connu une évolution positive. On note cependant une insuffisance de moyens de production et un manque de ressources pour accéder au marché. Globalement, une grande majorité des ruraux n'arrivent pas à couvrir les besoins alimentaires de leurs familles sur la base de leurs productions agro-pastorales ;
- Les inégalités de répartition des revenus au sein des familles, entre les différentes catégories d'activités se sont accrues ;

- L'accès aux services sociaux de base, notamment pour les populations pastorales, reste difficile ;
- la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations s'est améliorée (i) la plupart des pays ont réussi à diviser au moins par 2 le taux de prévalence de la malnutrition (de 25% en 1991 à 15% en 2014), (ii) la disponibilité alimentaire s'est améliorée dans tous les pays ;
- la malnutrition infantile reste encore un phénomène inquiétant dans plusieurs pays ;
- Le potentiel régional en ressources naturelles reste important. Les Etats ont déployé des efforts pour limiter la dégradation des ressources naturelles (PANA, PAGIRE, GDT, etc.) qui demeure une préoccupation très forte.

b. Sur l'impact des PNIA et du PRIA :

- **Les PNIA et le PRIA ont permis d'améliorer :**
 - la programmation et la planification dans le secteur agricole, à travers une démarche plus inclusive et plus participative ;
 - l'allocation des ressources au secteur agricole s'est accru, même si l'engagement de Maputo des chefs d'Etat et de Gouvernement, d'allouer au moins 10 % des budgets nationaux au financement du secteur, n'est pas encore réalisé par l'ensemble des pays de la région ;
 - le leadership des Etats et de la région sur les politiques et stratégies de développement agricole s'est renforcé ;
- Par contre, la coordination intersectorielle du développement agricole, permettant de faire des PNIA et du PRIA des cadres de référence des interventions dans le secteur agricole et alimentaire, souffre encore de nombreuses insuffisances, tant au niveau national que régional ;
- Les efforts ont été prioritairement concentrés sur le développement des productions végétales, avec moins d'appui aux sous secteurs élevage et des pêcheries ;
- L'attention n'a pas été accordée au rôle déterminant que jouent les femmes dans le secteur agricole pour leur dédier des programmes spécifiques.

c. Sur la gouvernance du secteur agricole

i. Sur le pilotage de la politique, on peut noter :

- Un renforcement du leadership de la CEDEAO sur la politique agricole régionale, du leadership de la région sur les stratégies de prévention et de gestion des crises alimentaires ;
- Mais encore de nombreuses insuffisances pour assurer la cohérence des interventions ;
- Des difficultés à faire fonctionner certains dispositifs et organes statutaires tant au niveau national que régional (Comités Nationaux d'Orientation, Comité Consultatif Régional pour l'Agriculture et l'Alimentation) ;

- Des difficultés pour assurer la cohérence entre les nombreuses initiatives portées par les institutions régionales et internationales.

ii. Sur la coordination, la concertation et l'alignement, on peut souligner :

- Les efforts importants d'implication des acteurs régionaux dans la formulation des stratégies et des programmes, d'appui à l'émergence et au fonctionnement de nombreuses organisations de mieux en mieux structurées ;
- La promotion de plusieurs alliances et la mise en place de cadres de coordination pour faciliter le dialogue sur des questions stratégiques (Changements climatiques, semences, engrais, etc.) ;
- Le fonctionnement des cadres thématiques de concertation, notamment les task force qui permettent d'améliorer la conception et la planification des programmes et projets ;
- Le rôle important joué par le Hub Rural, dans la facilitation du dialogue inter acteurs et intersectoriel, la mise à disposition d'information pour la prise de décision et le renforcement des capacités opérationnelles d'intervention des acteurs ;
- Des efforts importants de coordination avec les partenaires techniques et financiers, (existence et fonctionnement du groupe des donateurs de l'ECOWAP). Mais l'alignement financier des PTF sur les orientations de la politique agricole et les objectifs des PNIA et du PRIA est encore insuffisant.

iii. Sur l'exécution technique des programmes, on peut retenir que :

- La création de l'ARAA a permis d'amorcer la coordination des interventions et des programmes concourant à la mise en œuvre de l'ECOWAP ;
- Les institutions techniques régionales et internationales ont été fortement impliquées dans la mise en œuvre des programmes d'envergure régionale (CORAF/WECARD, AfricaRice, CILSS, IFPRI, FAO) ;
- Les acteurs régionaux, notamment les organisations socioprofessionnelles prennent une part de plus en plus déterminante dans la mise en œuvre des projets et programmes d'envergure régionale ;
- Mais d'une façon générale, de nombreux programmes nationaux et régionaux accusent un retard assez important, ou ne sont mis en œuvre que partiellement.

iv. Le développement et déploiement des instruments de politiques par :

- La clarification et le renforcement du dispositif d'information avec le lancement de ECOAGRIS, qui à terme permettra de disposer de données et d'informations de qualité, et d'aide à la décision performante ;
- L'affinement et l'harmonisation des instruments d'analyse de la situation agricole, alimentaire et nutritionnelle, avec l'adoption du Cadre Harmonisé (CH) ;
- Le renforcement de la recherche, certes encore dépendante de l'aide extérieure pour son fonctionnement ;
- La préparation de deux instruments importants de lutte contre la vulnérabilité et les crises alimentaires: le ROSOGEST et la Réserve Régionale de Sécurité Alimentaire ;

Mais, on peut noter le manque de moyens pour mettre en œuvre d'information pour évaluer l'efficacité de certains instruments de politiques déployés : (i) instruments d'intensification agricole et pastorale, (ii) instruments de régulation du marché. De même, il manque encore une politique genre et agriculture et de mécanisme de mise en œuvre au niveau de la CEDEAO.

v. Sur les mécanismes de financement, on peut retenir que :

- La question du financement constitue une préoccupation récurrente et majeure des différents acteurs de la production et des chaînes de valeur, qui ne disposent pas de suffisamment de services financiers adaptés à la diversité de leurs besoins ;
- 60 à 80 % du financement de l'agriculture proviennent des ressources de l'aide internationale ;
- l'ECOWADF (fonds régional pour l'agriculture et l'alimentation de la CEDEAO) a été formellement créé au sein de la BIDC, mais n'est pas encore approvisionné et fonctionnel ;
- la qualité des dépenses dans le secteur agricole pose encore beaucoup de problèmes ;
- la forte disparité dans les efforts d'allocation des ressources aux différents sous secteurs : relative marginalisation des sous secteurs élevage, de la pêche et de la foresterie ;

Cependant des mécanismes innovants de financement (cas du FIRCA) émergent et doivent être capitalisés. Ils confortent les efforts déployés par certains Etats à travers la mise en place de fonds, de caisses et de banques de développement agricole.

vi. Sur le suivi-évaluation et la communication

Le suivi-évaluation constitue le maillon faible du dispositif de gouvernance de la politique agricole, tant au niveau national que régional. En effet, en dépit des efforts que déploie la Commission (renforcement du staff technique, des capacités nationales des institutions de suivi), le dispositif de suivi-évaluation n'est pas encore pleinement fonctionnel.

La communication sur les actions et les performances de l'ECOWAP et sur la mise en œuvre des PNIA et du PRIA est encore très insuffisante.

d. Sur les réformes réglementaires

De nombreuses réformes ou harmonisations des cadres réglementaires ont été développées, généralement sur la base d'une approche commune avec l'UEMOA :

- Approfondissement des réformes du marché régional (Schéma de Libéralisation des Echanges, Union douanière/TEC) ;
- Adoption de politiques et lois d'orientation agrosylvopastorales par plusieurs pays ;
- Adoption ou élaboration en cours de code pastoral par plusieurs pays ;

- Adoption d'autres politiques régionales qui concourent à l'atteinte des objectifs agricoles, alimentaires et nutritionnels : politique de l'environnement, de l'eau, politique humanitaire, politique industrielle, etc. ;
- Adoption de plusieurs règlements sur les semences, les engrais, les pesticides et les produits vétérinaires ;
- Engagement de réflexion sur le foncier pour aller vers une directive volontaire au niveau régional ;
- Etc.

1.1.2. les défis et enjeux, et les perspectives de l'ECOWAP

Les défis et les enjeux du secteur agricole sont nombreux et multiformes. Ils se rattachent à trois problématiques importantes :

- La dynamique de la population et du peuplement qui implique d'apporter de nouvelles orientations à la politique agricole. Au delà des enjeux de sécurité alimentaire et nutritionnelle, se pose également le problème de l'attractivité du secteur pour une population très jeune, et qui résigne à évoluer dans l'agriculture ;
- L'évolution du contexte régional et international, marqué par le rôle prépondérant des marchés dans l'approvisionnement des marchés, l'évolution des habitudes alimentaires, qui rend impératif la nécessité de bien cibler les thématiques et produits à promouvoir ;
- La place prépondérante qu'occupent les thématiques dites émergentes dans les enjeux de développement agricole et alimentaire (changement climatique, nutrition, protection sociale) , qui exige de repenser l'architecture de la politique agricole régionale.

La synthèse des contributions des parties prenantes et de la présentation portant sur les « Principaux enjeux, questions clés et préoccupations » a permis de faire émerger quatre questions principales :

- Faut-il réviser la vision et la finalité de la politique ?
- Faut-il réviser les priorités et orientations thématiques ?
- Faut-il réformer l'architecture générale de la politique et des programmes ?
- Et enfin, faut-il revoir la façon de travailler, les approches, les modalités d'action : la gouvernance.

Sur le premier point, il est recommandé de maintenir la vision centrée sur la souveraineté alimentaire et la modernisation des exploitations familiales, tout en clarifiant le rôle du secteur privé et en prenant en compte deux nouveaux enjeux : la nutrition et les changements climatiques.

Sur le second point, les participants ont convenu de ne pas perdre de vue les priorités initiales de l'ECOWAP, à savoir de garantir la sécurité et la souveraineté alimentaires, qui ont conduit à retenir un certain nombre de produits stratégiques à promouvoir à l'échelle régionale. Les débats ont permis de retenir les produits halieutiques, les fruits et légumes comme produits stratégiques additionnels, et d'engager une démarche

équivalente à celle sur le riz, pour la promotion des chaînes de valeur « lait local » en raison de leur poids croissant dans les systèmes alimentaires de tous les pays.

Par ailleurs un ensemble de produits sont stratégiques à l'échelle nationale (coton, café, cacao, hévéa, arachide, noix de cajou), et les pays concernés auraient avantage à mieux coopérer dans différents domaines (recherche, négociation, industrialisation, structuration d'alliances et des interprofessions, régulation des marchés, etc.). A cette fin, la CEDEAO pourrait mettre en place des mécanismes facilitant la coopération entre les Etats membres et les acteurs concernés autour de ces filières.

Les trois priorités sectorielles évoquées ont été confirmées comme étant des enjeux stratégiques à privilégier : (i) l'intégration régionale de la production et des échanges de bétail-viandes ; (ii) l'adoption d'itinéraires d'intensification durable, adaptés à la diversité des écosystèmes ; (iii) la promotion des chaînes de valeur. L'enjeu est de concevoir une politique agricole qui promeut des instruments pour améliorer l'attractivité du secteur, connecte harmonieusement les acteurs et les produits au marché.

Sur le troisième point, le débat a essentiellement porté sur la conception d'une politique agricole unique pour l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest, engageant toutes les OIG, les groupes d'acteurs et les PTF. Les participants ont recommandé de faire appel par des voies appropriées les chefs d'Etat et de Gouvernement de la région pour aider à avancer sur cet important impératif.

Sur le quatrième point, les participants se sont accordés sur la nécessité de bien structurer le dialogue et le partenariat avec le secteur privé. Ils ont aussi reconnu l'importance de définir une approche permettant de prendre en compte la dimension genre et de réduire les inégalités de genre.

1.2. La relecture du pacte régional multi acteurs

Les suggestions d'amélioration du pacte portent sur trois points essentiels suivants :

- Une actualisation de nombreux paragraphes tant dans le préambule que dans les engagements des différentes parties prenantes, tenant compte de l'évolution du contexte général et d'une prise en compte explicite de la dimension genre ;
- L'élargissement des engagements pris par certains acteurs, notamment le secteur privé et la société civile ;
- La suggestion de création de deux nouveaux groupes d'acteurs composés des institutions régionales techniques et scientifiques et du réseau Genre, qui seraient également signataires du pacte

Certains groupes d'acteurs ont désigné leur représentant pour la signature du pacte renouvelé. Les organisations de producteurs, d'éleveurs et de pasteurs ont ainsi désigné le ROPPA pour signer le pacte en leur nom ; le réseau genre a désigné l'AFAO/WAWA pour signer le pacte en son nom. Les autres groupes d'acteurs se sont donné un délai pour finaliser leur concertation et communiquer le nom de la structure qui va signer le pacte.

Les participants ont recommandé d'assortir les engagements d'indicateurs objectivement vérifiables permettant d'apprécier annuellement les performances réalisées à travers des revues conjointes du secteur agricole.

1.3. Organisation pratique de la Conférence

La CEDEAO et le HUB RURAL ont présenté aux participants le projet d'agenda de la conférence internationale. Il ressort de cette présentation que la Conférence porte sur les perspectives de l'agriculture ouest africaine et comprend trois forums :

- Un forum global sur le bilan et les perspectives à l'horizon 2025 de la politique agricole régionale ;
- Un forum sectoriel sur le financement du programme « offensive régionale pour la relance durable et soutenue de la riziculture en Afrique de l'Ouest » ;
- Un forum sectoriel sur le bilan et les perspectives du programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO) ;

La Conférence internationale aura lieu du 17 au 19 novembre 2015 à Dakar. Les trois forums se dérouleront simultanément et connaîtront trois séances communes : (i) la Cérémonie commune d'ouverture de la Conférence ; (ii) la Session commune d'introduction générale des forums ; (iii) la Cérémonie commune de clôture de la Conférence.

Liste de présence

| N° | PAYS/COUNTRY/ ORGANIZATION | NOM/NAME | TITLE/FONCTION | ADRESSE/EMAIL | TELEPHONE |
|--------------|-------------------------------|-------------------------|--|-----------------------------|--------------------------------|
| BENIN | | | | | |
| 1 | | ATIDEGLA Aurélien | POSCAO/PASCIB | acaurelien@hotmail.com | +229 97891163 |
| 2 | | GBETOENONMON Abel | Président AFRIPERF | ggbbeettaa@yahoo.fr | +229 97121349 |
| 3 | | OROUGUETIDO Dramame | RBM | gutimane@yahoo.fr | +229 95157911 |
| 4 | | TENAKAH Salami | Conseiller Technique du Ministre. Point focal (suppléant) PNIA | Ktsalami@yahoo.fr | +229 97193344 |
| 5 | | IMMA DE MIGUEL | OXFAM | idemiguel@oxfamintermon.org | +229 97076727 +229 21303037 |
| 6 | | Soule Bio Goura | LARES | soule_goura@yahoo.fr | +229 97198136 |
| 7 | | KOUCHENIN Yêdafou | chargé de l'information AFRIPERF | audharm@gmail.com | +229 97298015 |
| 8 | | GBETOENONMON Chancel | Assistant en Programme commercial AFRIPERF | gbetoenonmon20@gmail.com | +229 66231167 |

| | | | | | |
|---------------------|--|----------------------------------|--------------------------------------|--|------------------|
| 9 | | ALI TOURE | Agro-Economiste AFRICARICE | A.TOURE@CGIAR.ORG | +229 95429414 |
| BURKINA-FASO | | | | | |
| 10 | | BARRY Boubakar | CP/Education APESS | barry.boubakary@gmail.com | +226 72 4545 90 |
| 11 | | TRAORE Adama | S&E /APESS | tradamas@gmail.com | +226 70 25 50 95 |
| 12 | | Dr IBRAHIMA Aliou | SG/APESS | ibrahimaaliou.apess@gmail.com | +226 66 07 90 53 |
| 13 | | SANOOU Soumaila | président ROAC | cicb@fasonet.bf sanou_toggo@yahoo.fr | +226 70 33 40 94 |
| 14 | | HINDATOU Amadou | CP/Plaidoyer&Genre APESS | hindahou_amadou@yahoo.fr | +226 7053814 |
| 15 | | PARE Toudala Aime | UOFA-AO Secrétaire Permanent | uofa06@yahoo.fr | +2226 702464 07 |
| 16 | | SAWADOGO Timbila Thomas | Secrétaire Permanent COFENABVI-AO | cofenabvi_ao@yahoo.fr timbila.sawadogo@yahoo.fr | +226 70 20 52 37 |
| 17 | | CISSE Marie Louise | chargée programme plaidoyer ROPPA | louise.cisse@yahoo.fr | |
| 18 | | SORGHO Nobile Jean Christophe | interprète | njcsorgho@gmail.com | +226 70628678 |

| | | | | | |
|----------------------|--|-----------------------------|--|--|------------------|
| 19 | | Brahima CISSE | CILSS | brahima.cisse@cilss.bf cissebra@hotmail.com | +26 70259193 |
| 20 | | ILBOUDO Saga Pascal Yves | Point Focal, Secrétaire Permanent Coordination Politiques Agricoles | sp.ilboudo@hotmail.com | +226 70240299 |
| 21 | | PALE Remy | chargé d'Etudes au Secrétariat permanent des politiques agricoles | r.pale@spcpsa.bf | +226 700592840 |
| 22 | | TEYSSIER Joel | Inter-reseaux | joel.teyssier@inter- reseaux.org | +226 75450768 |
| 23 | | OUATTARA Nadia | Inter-Reseaux | nadia ouattara@inter- reseaux.org | +226 664172711 |
| CAP - VERT | | | | | |
| 24 | | OUMAR BARRY | Directeur service Agriculture de la DGADR du MDR | Oumar.Barry@mdr.gov.cv | +238 5160078 |
| COTE D'IVOIRE | | | | | |
| 25 | | LORNG Jean Paul | Coordinateur Adjoint PPAAO | lorngjp@firca.ci | +225 07 31 11 88 |
| 26 | | KOUASSI Jeannine | S/D Etude et Planification Ministère de l'Agriculture de Cote d'Ivoire | kajeachrist@yahoo.fr | +225 07635168 |
| 27 | | BRUCE-OLIVER Samuel | Directeur de partenariats AFRICARICE | s.bruce-oliver@cgidr.org | +225 78513664 |
| 28 | | Dr Ackah Pierre ANGNIMAN | Directeur Executif FIRCA | packah@firca.ci | +225 07798686 |

| GHANA | | | | | |
|----------------------|--|-------------------------|---|----------------------------------|------------------|
| 29 | | Joséphine QUAGRANIE | Deputy Director NAIP FOCAL | ji.-qu@yahoo.com | +233243068617 |
| 30 | | KARA DIALLO | conseiller au commerce Borderless Alliance | kdiallo@borderlesswa.com | +233 544311854 |
| 31 | | Jorge OLIVEIRA | USAID | joliveira@usaid.gov | +233 244313479 |
| 32 | | Nana Yaa AMOAH | Regional Programme Manager Africa Lead | nana_amoah@dai.com | +233 267112043 |
| 33 | | John Awua KYEREMATEN | Logistics/Africa Lead | John_Awua- Kyerematen@dai.com | +233 233653665 |
| 34 | | Dr FEMI Nzegwu | Consultant/Africa Lead | nzegwufemi@hotmail.com | +44 7625982285 |
| 35 | | Sheila AVOTRI | Procurement/Africa Lead | Sheila_avotri@dai.com | +233 578319704 |
| 36 | | Shirley Erves | USAID/WEST AFRICA | skore@usaid.org | |
| 37 | | TACKO NDIAYE | SENIOR GENDER OFFICER | Tacko.Ndiaye@fao.org | +233 54 47 54 36 |
| 38 | | FERNANDO SALINAS | EQUIPE AFRIQUE DE L'OUEST/FAO | FERNANDO.SALINAS@FAO.ORG | +233 263017621 |
| GUINNE BISSAU | | | | | |

| | | | | | |
|-------------------|--|-----------------------|---|--|----------------------------------|
| 39 | | INJAI Julio Malam | Directeur Général de la Sécurité Alimentaire | jumaingw@hotmail.com | +245 6621182 +245 5427229 |
| GUINEE | | | | | |
| 40. | | DIALLO Saliou Cherif | Directeur Général BSD/Ministère de l'agriculture point focal PNIASA | scherifdiallo@yahoo.fr diallo.scherif@gmail.com | +224 622367211 +224 660566135 |
| MALI | | | | | |
| 41 | | TIECOURA Coulibaly | Chef UPA CPS/SDR | cekura87@yahoo.fr | +223 76 30 87 87 |
| 42 | | kassim DEMBELE | Coordonnateur RECAO | kadembal@yahoo.fr recao2001@gmail.com | +223 66587144 |
| 8 | | Moussa CISSE | CILSS | moussa.cisse@inal.org | +223 91208941 +223 67449033 |
| | | BOUBACAR DIALLO | Michigan State University (MSU) | diallob@msu.edu | +223 78263190 |
| MAURITANIE | | | | | |
| 45 | | Aminetou Mint MAOULOU | Présidente Collectif des Femmes RBM | ampfseaminetou@yahoo.fr | +222 46497173 |
| NIGER | | | | | |
| 46 | | Dodo BOUREIMA | SP/RBM | billital@intnet.ne goroubanda@yahoo.fr | +227 20741199 +227 96497839 |
| 47 | | Abdou FALL | RC/RBM | afall@maroobe.org afall@frao.info | +227 80946459 |

| | | | | | |
|----------------|--|------------------------|----------------------------|---|------------------------------------|
| 48 | | Dr Boukary Abdou Razac | point focal HC3N/ PRN | razacboukary@yahoo.fr | |
| 49 | | Bagna DJIBO | Président ROPPA | bagna-djibo@yahoo.fr | +227 96019549 |
| NIGERIA | | | | | |
| 50 | | Dr ABDU UMAR ARDO | CORET Projet Manager | ardo37@hotmail.com coret_africa@yahoo.com | +234 8035580664 +234 8056870776 |
| 51 | | AKADIRI Aminou | FEWACI /ECOWAS | aakadiri@ferwacci.com akambj@yahoo.fr | +234 7035130060 |
| 52 | | LARE-SAMBIANI Leini | AE/ CAERE CEDEAO | leinil@yahoo.fr | +234 8103702572 |
| 53 | | KEN UKAOHA Esq | Secrétariat Président | kenukaoha@gmail.com kennants@yahoo.fr nants_nig@yahoo.com | +234 8033002001 +234 8056007788 |
| 54 | | Pierre HAAS | conseiller CEDEAO | pierre.haas.ecowas@gmail.com | +234 8034163090 |
| 55 | | Alain SY TRAORE | CEDEAO | syalaintraore@yahoo.fr atrore@ecowas.int | +234 8032596402 |
| 56 | | FATMATA Seiwoh | M+E ECOWAP/CAADP ECOWAS | fatmata.seiwoh@yahoo.com | +234 8141948778 |

| SENEGAL | | | | | |
|----------------|--|---------------------|--------------------------------------|-------------------------|----------------------------------|
| 57 | | Pape Alassane MBAYE | charge de communication Hub Rural | alassanem@hubrural.org | +221338699640 |
| 58 | | Khady FALL TALL | AFAO Régional | afaowawa@afaowawa.org | +221 776399460 +221 338646491 |
| 59 | | Ousmane Modi BA | vice président APESS | | +221 775273332 |
| 60 | | DIA Moustapha | Point-focal RBM senegal | rbm.sen@gmail.com | +221 775331855 |
| 61 | | Abdoulaye SEYE | HUB RURAL | abdoulayes@hubrural.org | |
| 62 | | Cheikh.T.DIEYE | ENDA /CACID | dieye3@hotmail.com | +221 775372549 |
| 63 | | Liliane COULIBALY | OXFAM | mingueliliane@gmail.com | +221 776098911 |
| 64 | | YAMAR Mbodj | Directeur Exécutif HUB RURAL | yamarm@hubrural.org | +221 773334212 |
| 65 | | Mamadou CISSOKHO | ROPPA | souso.sora@gmail.com | |
| 66 | | Abdoulaye SEYE | Hub Rutal | abdoulayes@hubrual.org | |

| | | | | | |
|---------------------|--|----------------------------|---|----------------------|--------------------------------|
| 67 | | Dr Babacar NDIR | Expert QSA AAFEX | bndir@aafex.com | +221 781236049 |
| 68 | | Lola AOMATSRI | CORAF | lakomatsri@coraf.org | +221 771024610 |
| 69 | | FOFANA Ismaël | Chef du Bureau Afrique de l'Ouest et du Centre IFPRI | I.FOFANA@CGIAR.ORG | +221 338699800 |
| 70 | | Dr Aboubakar NJOYA | Directeur Recherche et innovation CORAF | a.njoya@coraf.org | |
| SIERRA LEONE | | | | | |
| 71 | | Prince KAMARA | National Prog coordinator NAIP ,Min of Agric | kotho2013@yahoo.com | +223 76 657660 |
| TOGO | | | | | |
| 71 | | AYIH- AFANTCHAO colette | présidente AFAO TOGO | afacoco@yahoo.fr | +228 90010923 |
| 72 | | DJADE Koffi | CNIEP/CTOP/ROPPA | djadekoffi@yahoo.fr | + 228 91547685 |
| 73. | | TEZIKE Madadozi | Point focal SE PNIASA | mtezikeh@gmail.com | |
| 74 | | KUWONU A.Kafui | chargé de Programme en Chef | wildaf-ao@yahoo.com | +228 22612679 +228 90999518 |
| 75 | | Ama ESSO | coordinatrice POSCAO-TOGO | arspong@yahoo.fr | +228 90013967 |

| | | | | |
|----|-----------------------|--|-------------------------|---|
| 76 | AGUEY-WOIGNON Kayi | sociologue Experte Genre | agikay@yahoo.fr | +228 90172127 +228 98584829 +228 22390313 |
| 77 | NAKPERGOU Noumpoa | présidente collège CTOP/ROPPA | kpalando@yahoo.fr | +228 90278500 |
| 78 | NYUITO K.Isaac | Economiste/Ministère de l'agriculture | isaacnyuito@yahoo.fr | +228 91545045 |
| 79 | DJELE Dahouda | MAEH | | +228 90305593 |
| 80 | AKWEI A. Kekeli | interprète | akwei_akp@hotmail.com | +228 90052618 |
| 81 | BATAKA Koutina | MAEH | noelpatra@yahoo.fr | +228 90175617 |
| 82 | ATTISSO Armand | Journaliste (CSET) | attisso_armand@yahoo.fr | +228 90204979 |
| 83 | SIDE Claude Stephane | Agroéconomiste/FAO | claudeside@fao.org | +228 97859090 +22892643592 |
| 84 | GUISSOU S. Richard | ARAA/CEDEAO | richardguissou@yahoo.fr | +228 99250182 |
| 85 | KONLANI Kanfitin | ARAA/CEDEAO | kkonlani@yahoo.fr | +228 90225229 |

| | | | | | |
|---------------|--|----------------------|--|--|---------------|
| 86 | | SALIFOU Ousseini | ARAA/CEDEAO | osboube@yahoo.fr | +228 98282632 |
| 87 | | Amadou Mactar KONATE | PASANAO/ARAA | konatemactar@gmail.com | +228 98987818 |
| 88 | | Adama TAOKO | ARAA/CEDEAO | adama.taoko@fao.org | +228 97968992 |
| 89 | | BILGO ABLASSE | ARAA/CEDEAO | ablssebilgo@yahoo.fr | +228 92734711 |
| 90 | | Gilles GBADAGO | Logicien | gillesahling@gmail.com | +228 90392546 |
| 91 | | NOUATIN Charles | Secrétaire Executif | nouatincharles@yahoo.fr | +228 98233132 |
| 92 | | Leonidas HITIMANA | Coordinateur DE PROJET FAO-CEDEAO | coordos.hitimana@yahoo.fr | +228 90911646 |
| FRANCE | | | | | |
| 93 | | Sibiri Jean ZOUNDI | Administrateur principal CSAO/OCDE | SIBIRIJEAN.ZOUNDI@OECD.ORG | +33145241982 |
| 94 | | Roger BLEIN | Bureau ISSALA | roger.blein@bureau-issala.com | +33 630502594 |
| 95 | | Vincent RIBIER | CIRAD | vincent.ribier@cirad.fr | |

| | | | | | |
|-----------------|---------|----------------|---|---------------------------|-----------------|
| 96 | | Gaudens DAGNON | Partenariat UE-Afrique sur le coton | gbdagnon@club-internet.fr | +33 607591014 |
| 97 | | ALLEN Thomas | CSAO/OCDE | thomas.allen@ocde.org | |
| PAYS BAS | | | | | |
| 98 | | TORRES Carmen | chargée de mission ECDPM | ct@ecdpm.org | +31 433502301 |
| | ESPAGNE | | | | |
| 99 | | Begonia RUBIO | Programme Régional Espagne/CEDEAO AECID | begonia.rubio@maec.es | +234 7035999462 |
| AUTRES | | | | | |
| 100 | | SEKI RICHEMONT | FAO | richemont.seki@fao.org | |